

UNE ANNÉE D'INVESTISSEMENTS AU BÉNÉFICE DE L'HABITAT DE DEMAIN

Au cœur de sa mission, QUALITEL s'appuie sur cinq activités prioritaires : l'information du grand public, la certification des logements, l'évaluation et l'expertise, la formation des professionnels du secteur et la recherche.

Comment chacune de ces activités a-t-elle participé, en 2019, à l'enjeu global de qualité du logement ? Antoine DESBARRIÈRES, Directeur de l'Association QUALITEL, nous détaille les actions phares ainsi que les nouveaux défis à relever.

› Vos activités de certification, expertise et formation sont spécifiquement dédiées aux professionnels du logement. Quelles actions avez-vous déployées en 2019 pour encore mieux les accompagner ?

Antoine DESBARRIÈRES : Répondre aux spécificités territoriales reste parmi les grands enjeux de la certification. Dans cette optique, nous avons, par exemple, adapté notre référentiel au contexte de la Guyane. Nous poursuivons, en parallèle, son adaptation aux nouveaux défis environnementaux et sociétaux ainsi qu'aux particularités liées à la rénovation des logements, telles les problématiques d'extension ou de surélévation. Portée par QIOS, l'activité évaluation et expertise a été particulièrement soutenue en 2019. Notre filiale a particulièrement développé certaines de ses expertises, comme les diagnostics patrimoniaux pour le compte de bailleurs sociaux ou l'inspection de produits dans le cadre de la certification de sites industriels. Côté formation enfin, l'activité s'est structurée autour de sujets majeurs tels l'acoustique, la certification ou la construction durable et concrétisée via l'élaboration d'un catalogue d'une soixantaine de formations.

› Quelles ont été, en 2019, vos activités d'information et de recherche destinées à une cible plus large ?

A.D. : Notre baromètre annuel a été, en 2019, consacré à l'analyse de la dimension territoriale dans la perception qu'ont les français de leur logement. D'une ampleur inédite avec 4 850 personnes interrogées, celui-ci a fait ressortir une véritable fracture territoriale inversée et l'aspiration d'une majorité de français à vivre en bourgs ruraux ou villes moyennes, où la qualité des logements



Dans le contexte actuel, il est essentiel de ne pas baisser la garde : plus que jamais, nos logements doivent être de qualité et respectueux de l'environnement.

est bien mieux appréciée que dans les grandes villes. Un ambitieux programme de formation de 3 000 syndics et 60 000 copropriétaires a par ailleurs été élaboré en partenariat avec la FNAIM : le projet « Copros Vertes ». Il vise à sensibiliser, informer, former sur les enjeux et les bénéfices de la rénovation énergétique en copropriété et à encourager le plus grand nombre à passer à l'action.

En matière de recherche, nous avons poursuivi nos travaux sur la qualité de l'air intérieur, en particulier le radon, ou les processus BIM et contribué à de nombreuses expérimentations parmi lesquelles la mesure de la performance énergétique après travaux, l'analyse des flux de matières entrants et sortants dans la construction et la rénovation des logements, ou le test du label énergie carbone sur plus de 400 projets et 23 000 logements.

Dans le contexte de crise sanitaire et économique sans précédent que nous traversons au moment où nous rédigeons ce document, ces travaux font plus que jamais sens. Ils nous permettront de contribuer largement aux évolutions réglementaires, techniques ou sociétales à mettre en œuvre et d'imaginer les solutions pour des logements plus respectueux de l'environnement et qui contribuent à préserver le confort et la santé de leurs occupants. ♦